Sommet mondial de Johannesburg : à la recherche d'une lueur d'espoir

Partage international n° 172 – Décembre 2002

par James Bernard Quilligan

Le Sommet mondial sur le développement durable offrait une opportunité unique d'attirer l'attention internationale sur les questions de l'eau, de la santé, des énergies renouvelables, du financement du développement, de la responsabilité collective, ainsi que d'un commerce et d'une mondialisation équitables. Vingt-deux mille délégués du monde entier se sont rendus à Johannesburg (Afrique du Sud), dont 109 chefs d'Etat, 9 000 délégués gouvernementaux de 195 pays, 8 000 représentants d'organisations non gouvernementales (ONG), de mouvements de travailleurs, de groupes de lutte pour les droits de l'homme, des femmes et des peuples indigènes, 4 000 journalistes et 1 000 hommes d'affaires.

Pendant dix jours de négociations tumultueuses, les représentants des nations ont débattu de la gestion de la planète, mais rien de significatif ne s'est produit. Il fut impossible d'imposer aux nations riches des objectifs et des délais précis. Les 70 pages du « plan de mise en œuvre » ne parviennent pas à combler le schisme grandissant qui sépare les nations pauvres des pays riches concernant les problèmes de la pauvreté et de la protection de l'environnement, laissant au-gurer un avenir incertain.

Objectifs énergétiques

Le Sommet du millénaire, qui s'était tenu à New York en 2000, avait déjà prévu que, d'ici 2015, le nombre de personnes (estimé actuellement à 1,2 milliard) n'ayant pas accès à l'eau potable diminuerait de moitié. Le nouvel engagement le plus significatif pris à Johannesburg a été d'ajouter au précédent objectif l'accès à des conditions sanitaires décentes (dont sont privés actuellement 2,4 milliards d'individus). L'eau polluée, l'insuffisance sanitaire, l'insalubrité de l'environnement et l'utilisation polluante de l'énergie, sont à l'origine du décès de plus de deux millions de personnes par an.

Mais le nouvel engagement sur l'état sanitaire ne constitue pas une obligation légale, son financement n'est pas prévu, et il n'existe aucun plan d'action pour sa mise en place. La consommation d'eau a augmenté de 600 % depuis 1900, et plus de deux milliards de personnes souffrent aujourd'hui du manque d'eau.

La mondialisation rapide et la concurrence pour l'accès aux ressources hydriques par des investisseurs privés risque de mettre en danger l'accès universel de l'eau en tant que bien public. Même si le secteur privé permet de rendre l'eau et les infrastructures sanitaires accessibles dans les pays en développement, de nombreuses ONG se demandent comment les gens seront en mesure de payer ces services publics vitaux. Mais, en dépit de ces faiblesses, l'engagement en faveur de l'amélioration des conditions sanitaires représente la principale réussite du Sommet.

En tête du Sommet, l'Union européenne a proposé d'accroître la part des énergies renouvelables des 2 % actuels à 15 % d'ici 2010. Alors qu'il devient évident que de tels objectifs subissent une opposition implacable, l'Union européenne, qui produit déjà 10 % de son énergie à partir de ressources renouvelables, s'est jointe au Brésil pour annoncer une « coalition de volonté », campagne visant à promouvoir, au-delà du Sommet, des objectifs volontaires nationaux et internationaux sur l'énergie renouvelable.

Afin de satisfaire les nombreux supporters de l'énergie verte, le Sommet a annoncé un « *engagement urgent* » pour le développement et l'adoption d'énergies renouvelables, mais il n'émet aucune proposition concrète pour leur mise en œuvre. Le Sommet n'est pas davantage parvenu à définir des objectifs écologiques spécifiques dans d'autres domaines.

Les ministres de l'Energie chinois et estonien ont néanmoins remporté une vive approbation en annonçant que leurs gouvernements avaient ratifié le traité de Kyoto visant à réduire drastiquement les polluants provoquant le réchauffement planétaire. La Russie et le Canada ont diplomatiquement laissé entendre qu'ils pourraient également ratifier ce traité. Cela signifierait que le protocole entrerait en

vigueur malgré l'opposition des Etats-Unis.

Partenariats privés et publics

Ces dernières années, les Nations unies ont encouragé les multinationales et les ONG à se joindre au secteur public pour le financement des programmes de coopération. Cela a abouti à de nombreuses alliances intersectorielles. L'Onu a fièrement dévoilé les plans de 230 de ces partenariats. Beaucoup ont applaudi le partenariat entre Greenpeace et le Conseil mondial pour un développement durable, afin de créer une structure internationale de régulation contre le réchauffement planétaire, sur la base du protocole de Kyoto ; ainsi que celui d'un groupe international consultatif de recherche agricole et le FAO, qui ont présenté des plans pour un trust mondial de conservation visant à créer des banques de gènes et de semences, dans le but d'enrayer l'appauvrissement de la diversité génétique des espèces cultivées.

Le bien public mondial

Le Sommet, réuni en pleine période de récession mondiale et de sentiment croissant d'insécurité, pourrait ne pas avoir été le meilleur moment pour aborder le futur de la planète. Les gouvernements des pays développés se sont montrés particulièrement réticents à faire de réels sacrifices pour s'occuper des problèmes mondiaux sur la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Quasiment tous les objectifs et décisions mentionnés ont été la répétition d'objectifs déjà définis lors de précédents sommets, y compris les promesses de supprimer les subventions agricoles, d'accroître l'aide, de réduire la mortalité infantile, d'enrayer le sida, de réduire de moitié le nombre de personnes vivants avec moins d'un dollar par jour, d'améliorer l'accès aux soins de santé et à l'électricité, de réduire la dette mondiale, de s'attaquer à la dégradation de la biodiversité et de stopper les changements climatiques.

Avec des objectifs fermes établis pour la prochaine décennie et au-delà, des agences comme la Banque mondiale, le Pnud, l'OMS et les pays donateurs pourraient commencer à s'orienter vers des tâches concrètes, afin de donner un signal clair au secteur privé de la recherche et du développement, ainsi qu'aux investisseurs. Avec des objectifs permettant de mesurer le progrès, le monde pourrait aussi commencer à évaluer le bien public mondial – les ressources, services et droits publics que tout un chacun considère comme un dû. Au lieu de se focaliser sur la survie à long terme (ainsi que le Commission Brundtland l'avait proposé en 1987, afin de *« subvenir aux besoins présents sans compromettre les capacités des générations futures de subvenir à leurs propres besoins »*), le Sommet a dégénéré en une lutte désespérée pour empêcher les gouvernements de jeter aux oubliettes les accords existants sur le développement durable.

Les matières toxiques et dangereuses – souvent considérées comme des éléments nécessaires au développement – contribuent à la maladie et au décès prématuré de millions de personnes. Un milliard de personnes respirent un air malsain et trois millions, surtout des femmes, des enfants et des pauvres, meurent chaque année des effets de la pollution de l'air. De plus, des millions de gens n'ont pas accès à une éducation et à des services sanitaires de base. Devant ces problèmes, l'engagement le plus ferme a été de réduire les effets nocifs de la production chimique d'ici 2020.

Un développement économique trop rapide détruit les habitats naturels et menace la biodiversité. Mais, les engagements les plus fermes que le Sommet ait été capable de prendre ont été une promesse non contraignante de réduire le recul de la biodiversité d'ici 2010 ; la création d'un réseau international de réserves marines d'ici 2012 ; et de nouvelles mesures pour enrayer la pêche illégale et restaurer les populations marines en redoublant d'efforts pour préserver les océans avant 2015.

Que restera-t-il de Johannesburg ?

Lors de la clôture du Sommet, les fonctionnaires de l'Union européenne, la mine sombre, ont déclaré que Johannesburg pourrait être le dernier exemple d'un sommet géant tentant de résoudre les problèmes mondiaux. Des représentants du monde des affaires ont observé, quant à eux, que le résultat était le meilleur auquel on puisse s'attendre en cette période de récession. Des groupes se sont plaints du peu de consensus trouvés, évoquant les nombreuses controverses, notamment sur le rôle des intérêts commerciaux dans la politique de l'environnement et du développement. Kofi Annan, secrétaire général de l'Onu a ponctué : *« Nous devons veiller à ne pas attendre de miracles de conférences comme celle-ci. »*

Mais ce serait une erreur de croire que Johannesburg ait été un pas en arrière. Aucun Sommet n'avait réuni un aussi grand nombre de représentants de secteurs aussi différents. Cela représente en soi-même une avancée. On se souviendra de ce Sommet mondial, non pas par ses actions décisives, mais pour son caractère inclusif, pour avoir élargi le nombre des participants au-delà de celui du Sommet de Rio, en

1992, donnant à plus de personnes que jamais un accès au processus de l'Onu.

Des milliers de citoyens ont pu rencontrer des délégués gouvernementaux et des représentants de grandes firmes, et beaucoup se sont rencontrés entre eux, avec l'opportunité de présenter leur message au monde, de créer des réseaux, de nouvelles alliances, d'échanger des idées et de planifier des stratégies. Leurs voix ont été entendues et leur écho s'étendra loin dans l'avenir.

En 1992, il y avait environ 6 000 ONG internationales. Aujourd'hui, il en existe au moins 24 000. Dans une dizaine d'années, il pourrait bien y en avoir 60 000. Les répercussions du Sommet de Johannesburg vont continuer à amplifier son intérêt, atteignant des communautés locales dans le monde entier. Les prochaines années verront une impulsion accrue sur des sujets tels que le réchauffement planétaire, la pénurie d'eau, la déforestation, l'extinction d'espèces, la consommation des ressources naturelles, la santé publique, les droits de l'homme et le fossé grandissant entre les nations riches et les pays pauvres.

En rien équitable, ce Sommet mondial a toutefois marqué un pas important vers des prises de décisions communes, et il pourrait finalement conduire à une démocratie mondiale représentative – une assemblée populaire mondiale. Il convient de féliciter l'Onu pour cette courageuse expérience, quels que soient ses résultats. Echec ou non, Johannesburg laisse un riche héritage à ceux qui préparent le prochain sommet mondial de 2012 : sauver l'humanité de la pauvreté, et sauver la nature de l'humanité.

Auteur : James Bernard Quilligan, diplômé en science politique et communication. De 1980 à 1987, il a été directeur de la Commission de recherche Brandt, un organisme public de la Commission indépendante de développement international
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers